

**DOSSIER TRAITÉ PAR**

Service d'appui commun du Ministère public

T 02 557 42 00

Bd de Waterloo 76

1000 Bruxelles

sdaomp@just.fgov.be

*exp. : Collège PG – Boulevard de Waterloo 76 – 1000 Bruxelles*

Monsieur Guido Vermeiren

Président du Conseil des procureurs du Roi

**DATE**

22/04/2020

**NOS RÉFÉRENCES**

A.II.22/072

**VOS RÉFÉRENCES**

**ANNEXE**

**COPIE À**

COMPG

**OBJET :** Communication relative à la transaction (immédiate) Corona et à toutes les autres transactions correctionnelles à la suite du lancement accéléré du projet Crossborder « transactions correctionnelles »

Monsieur le Président,

Le Collège des procureurs généraux a adapté la circulaire COL 06/2020 à l'arrêté ministériel du 3 avril 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ainsi qu'à l'arrêté royal n° 1 du 6 avril 2020 portant sur la lutte contre le non-respect des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 par la mise en place de sanctions administratives communales (COL 06/2020 – version du 7 avril 2020).

Pendant ce même intervalle, un nouveau modèle de « formulaire d'audition CORONA » a été validé (annexe 3.1 de la circulaire susmentionnée) pour harmoniser les constatations policières et pour simplifier la perception des transactions immédiates, d'une part grâce à l'implication du « Crossborder department » et d'autre part grâce à l'utilisation du « Central Printing », en d'autres termes l'envoi centralisé de tous les courriers ainsi que le suivi et le « matching » automatisés des paiements.

Comme la mise en œuvre de ce projet dans le domaine informatique, et en particulier la distinction entre les infractions de type corona et les autres infractions correctionnelles, se sont avérées plus complexes que prévu initialement, le Collège du ministère public a approuvé en date du 9 avril 2020 le lancement accéléré de la phase 1 du projet « Crossborder transactions correctionnelles », dont le business case est joint à l'annexe 1. Ce projet a pour objectif de confier le suivi et le traitement administratifs de toutes les transactions immédiates et EAPS en affaires correctionnelles au « Crossborder-department », ce qui permettra à ce service d'envoyer tous les courriers et de suivre le paiement de toutes les transactions correctionnelles via le « Central Printing ». Ce projet devrait permettre

d'alléger la charge de travail administratif des parquets, mais aussi de réduire les frais d'expédition et d'impression et d'obtenir un meilleur taux de perception des transactions correctionnelles.

Le 9 avril 2020, le Collège du ministère public a également fait diffuser les directives de communication interne et les modes d'emploi pour les services de police (annexe 3).

Le 14 avril 2020, dans le but de pouvoir procéder à un traitement et à un suivi davantage automatisés des transactions correctionnelles, le Collège du ministère public a approuvé un nouveau modèle uniforme de proposition d'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent (annexe 2). Ce modèle remplacera l'annexe 3.2 de la version du 7 avril 2020 de la circulaire COL 6/2020.

L'ensemble de ces initiatives nécessite une communication globale pour le ministère public comprenant des directives concrètes en matière :

- de traitement policier des infractions corona ;
- d'enregistrement et de traitement des transactions relatives aux infractions corona et à l'ensemble des infractions correctionnelles.

Ces directives peuvent servir de base pour permettre aux procureurs du Roi de donner des instructions aux services de police. Le schéma BPM « transactions correctionnelles » (annexe 4) fait intégralement partie des directives ci-dessous.

## **1. Constatation d'infractions corona**

Les services de police dressent systématiquement un seul procès-verbal par auteur et par infraction, sauf en cas de bonne foi manifeste du contrevenant. Ils ont reçu des instructions à ce propos (annexe 3).

Pour les auteurs majeurs, un seul procès-verbal par auteur et par infraction est dressé ; voir section 1.5 pour les mineurs.

Le traitement concret variera selon que le contrevenant reconnaît ou conteste les faits.

### **1.1. Hypothèse 1 : le contrevenant reconnaît l'infraction corona.**

- Les services de police vérifieront s'il est question de récidive en consultant l'application « CROSS-COVID », qui a été développée pour appuyer l'application des mesures et décisions en cas d'infractions à l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 et dont le mode d'emploi se trouve à l'annexe 5.
- En cas de constatation d'une première infraction, une transaction immédiate (TI) est proposée pour un montant de :

- 750 euros pour les commerçants, exploitants et responsables d'activité ;
- 250 euros pour tous les autres contrevenants.
- Les services de police proposeront une transaction immédiate et privilégieront l'usage du formulaire d'audition « CORONA-Transaction », qui sera complété par le suspect en lieu et place d'une audition.
- Le contrevenant a la possibilité :
  - a. de payer sur place :
    - avec un terminal de paiement mobile (en utilisant la communication structurée unique sur le formulaire d'audition CORONA, qui commence toujours par « 999 »)
    - avec le code QR
  - b. de payer dans un délai de 15 jours :
    - via un virement (en utilisant la communication structurée unique sur le formulaire d'audition CORONA, qui commence toujours par « 999 ») sur le compte mentionné dans le formulaire CORONA
    - avec le code QR
- Les services de police remettent une copie du formulaire d'audition au contrevenant.
- Les services de police dressent un procès-verbal dans leur application ISLP, comme expliqué dans le document « Mesures gouvernementales de lutte contre le coronavirus COVID-19 : instructions pour l'encodage des procès-verbaux », qui relève des instructions internes et nationales pour les services de police.
- Le formulaire d'audition CORONA est joint à l'e-PV.
- Les services de police enregistrent le contrevenant dans l'application « CROSS-COVID » pour qu'il soit connu au niveau national et pour pouvoir le contrôler s'il récidive.
- Dans l'application « CROSS-COVID », il sera également précisé si une transaction immédiate à la suite d'une infraction corona
  - o a été payée immédiatement avec un terminal de paiement ou un code QR
  - o a été payée ultérieurement avec un formulaire de virement ou un code QR.
  - o Il sera aussi précisé si les faits à l'origine de cette transaction ont été contestés.
- Cet enregistrement constituera le point de départ numérique du processus de traitement automatique de la transaction immédiate dans le chef du backoffice du « Crossborder department » en cas de paiement immédiat ou ultérieur.

- En cas de constatation d'une infraction corona, les services de police doivent effectuer systématiquement cet enregistrement sans la moindre exception.
- Compte tenu de l'importance de ce processus de travail, les éventuelles instructions à l'égard des services de police doivent souligner la nécessité d'encoder correctement ces données dans l'application « CROSS-COVID ».
- Les services de police ne transmettent pas le procès-verbal au parquet compétent. S'il est établi par la suite que le paiement différé de la TI n'a pas été effectué, le procès-verbal sera requis au moyen d'une apostille (ASKPV) en vue de poursuites pénales ultérieures (dans l'attente des autres solutions prévues à la section 3).

#### Enregistrement des faits reconnus dans MaCH

Le backoffice du « Crossborder-department » enregistre les dossiers dans MaCH sur la base de l'input automatique de la police à partir de « **Cross flux** » et d'« **OPS flux** »

La TI est enregistrée dans MaCH avec :

- le code de classement : « CA »
- la section : « CBE »
- le titulaire : « CBE »
- et le cabinet « CBE ».

Le backoffice **vérifie le paiement** de la TI :

- les dossiers pour lesquels la TI a été immédiatement payée reçoivent un statut « 04/64 » ;
- les dossiers pour lesquels la TI doit être payée dans un délai de 15 jours reçoivent un statut « 04/144 » ;
- les dossiers pour lesquels le paiement a été effectué reçoivent un statut « 04/64 » ;
- les dossiers pour lesquels le paiement n'a pas été effectué reçoivent un statut « 04/24 », et MaCH envoie automatiquement un rappel ;

Il convient d'attirer l'attention sur les aspects suivants :

- le backoffice **centralise** tous les procès-verbaux. Si les services administratifs du parquet reçoivent quand même un procès-verbal d'une TI, ils peuvent le transmettre par courrier au backoffice : Crossborder correctionnel, boîte postale 30046, 1000 Bruxelles ; on évite ainsi un enregistrement « double » dans MaCH ;
- si les services administratifs du parquet local ont déjà traité le procès-verbal mentionnant que les faits ont été reconnus et que le paiement est différé, il leur est recommandé d'attribuer le statut « 04 144 » à la TI Corona impayée, de ne prendre aucune autre initiative et d'informer le « Crossborder-department » par courriel en vue d'un suivi ;

- les services de police ont reçu comme instruction de joindre le formulaire d'audition CORONA à l'e PV dans ISLP ;
- les services de police peuvent uniquement utiliser le formulaire d'audition CORONA dans le cadre d'infractions corona poursuivies pénalement ; ce formulaire ne peut pas être utilisé pour d'autres transactions immédiates ;
- les formulaires et terminaux de paiement mis à disposition par la Justice dans le cadre des mesures corona ne peuvent pas non plus être utilisés pour des contraventions traitées via SAC ;
- une transaction immédiate (TI) pour une infraction aux dispositions corona est de préférence payée avec un terminal de paiement mis temporairement à la disposition des services de police par la Justice dans le cadre des mesures corona, mais le paiement de ces transactions immédiates reste autorisé avec les terminaux de paiement existants utilisés jusqu'à présent par les parquets pour d'autres faits ;
- en cas de paiement différé, le contrevenant a la possibilité d'introduire une contestation au moyen du formulaire mis à sa disposition à cet effet sur le site Internet (voir section 3).

#### 1.2 Hypothèse 2 : le contrevenant ne reconnaît pas l'infraction corona.

- Les services de police vérifient s'il est question de récidive.
- Dans le cadre de leur constatation, les services de police utiliseront le formulaire d'audition « CORONA-Transaction », qui sera complété par le suspect en lieu et place d'une audition.
- Les services de police remettent une copie du formulaire d'audition au contrevenant.
- Les services de police enregistrent le contrevenant dans l'application « CROSS-COVID » pour qu'il soit connu au niveau national et pour pouvoir le contrôler s'il y a récidive.
- Les services de police dressent un procès-verbal dans leur application ISLP.
- Le formulaire d'audition « CORONA-Transaction » est joint à l'e-PV.
- Les services de police transmettent le procès-verbal au parquet compétent (par porteur ou par courriel, en fonction des directives locales), où le dossier est introduit dans MaCH via l'« OPS flux ».
- Le procureur du Roi évalue la contestation et décide de la suite à lui attribuer, à savoir le classement sans suite, la médiation et les mesures, l'EAPS ou la citation.

Il convient d'attirer l'attention sur les aspects suivants :

- Si les faits sont contestés, les services de police doivent également utiliser le formulaire d'audition « CORONA-Transaction », l'enregistrer dans ISLP et envoyer le procès-verbal au parquet, nonobstant les instructions internes des services de police à ce sujet (voir notamment le document « 200409 Flow COL 6 Fr-NI », qui fait partie des instructions internes et nationales des services de police, voir annexe 3). En règle générale, le formulaire d'audition remplace l'audition et permet au magistrat de parquet qui doit juger des suites à donner aux constatations de connaître l'éventuelle défense du contrevenant présumé. Cette interprétation est conforme aux formulations de la version du 7 avril 2020 de la circulaire 6/2020 du Collège du ministère public (« Il conviendra de privilégier l'usage d'un formulaire qui sera complété par le suspect en lieu et place d'une audition (recours aux formulaires des services de police existants dans le système ISLP – voir annexes 3.1 et 3.2 de la présente circulaire » (page 7) et « Les services de police utiliseront les formulaires d'audition joints en annexe de la présente circulaire (voir annexe 3.1) » (page 22)). Elle correspond aussi aux directives existantes que les parquets donnent jusqu'à présent aux services de police ; il faut attirer l'attention sur ce point si l'on souhaite donner de nouvelles instructions aux services de police.
- Le formulaire d'audition « CORONA-Transaction » peut être utilisé pour toutes les constatations d'infractions aux dispositions corona, c'est-à-dire tant les constatations initiales que les constatations ultérieures (puisque l'application « CROSS-COVID » ne garantit pas qu'il y a récidive, car les constatations antérieures peuvent avoir été classées sans suite).
- Le magistrat de parquet décide, en fonction du contenu du dossier répressif, et en particulier des constatations des services de police ainsi que du contenu du formulaire d'audition « CORONA-Transaction », si une audition de catégorie 3 est nécessaire.

#### Enregistrement dans MaCH – contestation des faits

Les services de police transmettent les infractions de type « corona/COVID-19 » relatives aux articles 1, 5, 8 et *8bis* de l'arrêté ministériel au parquet en utilisant le code « 62 » dans le numéro de procès-verbal. Ce numéro de procès-verbal peut être repris comme numéro de notice pour ce dossier.

Tous les dossiers « corona/COVID-19 » sont enregistrés dans MaCH avec le code de prévention « 62Q – Corona/COVID-19 ».

Après évaluation du dossier répressif, si le magistrat de parquet décide de procéder à une transaction, cette dernière est établie manuellement (EAPS) pour le contrevenant.

Il est renvoyé à la section 3 (transactions correctionnelles, en ce compris les infractions corona) pour le suivi et le traitement ultérieurs de l'EAPS.

### 1.3 Récidive

En cas de récidive, un procès-verbal est systématiquement dressé et transmis au parquet. Le parquet peut alors procéder à une citation directe.

### 1.4 Qualification

Le bureau des qualifications et de la nomenclature du Service d'appui du ministère public a élaboré une structure d'arborescence reprenant toutes les qualifications applicables en cas d'infractions aux mesures prises dans le cadre de la crise Corona.

Les fiches de qualifications élaborées peuvent être consultées sous la loi 200 (Pharma & Food Crime) / 59.10 art de guérir / 59.10-50 infractions relatives aux mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

Le groupe de travail évaluera régulièrement les directives et processus de travail. Le cas échéant, ils feront l'objet d'une révision.

### 1.5 Constatations à l'égard de mineurs

Les services de police dressent également systématiquement un procès-verbal à l'égard de mineurs, sauf en cas de bonne foi manifeste du contrevenant.

En revanche, l'établissement d'un seul procès-verbal par auteur et par constatation suffit pour des mineurs.

Par conséquent, aucun procès-verbal ne doit être établi pour chaque infraction commise, car aucune amende SAC ne peut être infligée à des mineurs pour des infractions aux dispositions corona.

## 2. Transactions correctionnelles, infractions corona comprises

À partir du 27 avril 2020, nous procéderons au lancement d'une phase ultérieure dans l'automatisation des transactions correctionnelles (voir phase 1 du business case « Flow correctionnel » – annexe 1) :

- les transactions (EAPS) au niveau du parquet seront automatiquement envoyées via le « Central Printing » après encodage manuel dans MaCH par les services administratifs du parquet ou le magistrat de parquet et après avoir attribué au dossier le statut « 04/22 » dans MaCH ;

- les courriers et délais de rappel, ainsi que le suivi du paiement de la transaction, relèvent des tâches du « Crossborder-department » ;
- les services administratifs du parquet contactés par téléphone ou par courriel par le contrevenant pour des questions pratiques sur la transaction proposée, comme l'octroi de facilités de paiement, doivent l'orienter vers le site Internet ou le callcenter du « Crossborder-department » ;
- jusqu'à la date du 27 avril 2020, il est provisoirement possible de ne pas imprimer la transaction au niveau local et d'attribuer temporairement le statut « 04/21 » à l'EAPS. L'application 542 ne peut donc pas non plus être utilisée pendant cette période intermédiaire. À partir du 27 avril 2020, tous les dossiers ayant le statut provisoire « 04/21 » devront être adaptés au statut « 04/22 » via l'application 542, pour pouvoir les envoyer aux contrevenants via « Central Printing » et pour permettre au « Crossborder-department » d'assurer le suivi du paiement des transactions ;
- cette solution provisoire permet l'introduction temporaire d'une EAPS (pour les infractions corona et autres infractions correctionnelles) dans MaCH au cours de la période courant d'aujourd'hui au 27 avril 2020. Après finalisation le 27 avril 2020, le « Crossborder-department » en assurera le suivi ;
- pour des motifs techniques liés au logiciel, il ne sera plus possible d'envoyer des rappels automatiques (formulaire K7) pour les transactions en cours s'il est établi que le paiement n'a pas été reçu dans le délai fixé ;
- la période de test pour la mise en œuvre de la phase 1 du business case « Flow correctionnel » se déroulera du 21 au 23 avril inclus. La décision définitive concernant le déploiement de la phase 1 du projet sera prise le 23 avril 2020 à 17h00.

La vérification du **paiement** de l'EAPS :

- en cas de paiement de l'EAPS, le dossier sera chargé automatiquement et recevra le statut « 04/41 » dans MaCH en cas de paiement complet ;
- les services administratifs des parquets pourront suivre ce paiement via la liste existante « Knightrider ».

Le contrevenant peut **contester** son EAPS :

- via la FAQ sur le site Internet [www.uwboete.be](http://www.uwboete.be), le contrevenant peut télécharger un formulaire de contestation et le remplir. Il envoie ensuite le formulaire par courrier au parquet qui a établi l'EAPS ;
- un contrevenant qui n'a pas accès au site Internet peut contacter le callcenter et demander un formulaire de contestation au format papier ;
- la possibilité de contester une transaction est prévue non seulement pour une transaction proposée à la suite d'une infraction aux dispositions corona, mais aussi pour d'autres infractions correctionnelles ;



- des formulaires nationaux sont prévus pour informer le contrevenant de l'approbation ou du refus de sa contestation, qui devront être implémentés provisoirement par un overrule local ;
- à un stade ultérieur, après la mise en œuvre des développements logiciels nécessaires, il sera possible de contester la transaction directement via le site [www.uwboete.be](http://www.uwboete.be), après connexion via e-ID.

Le contrevenant peut **payer** sa transaction :

- via la FAQ sur le site [www.uwboete.be](http://www.uwboete.be), le contrevenant peut télécharger un formulaire et le remplir ;
- un plan de paiement peut être autorisé pour une période maximale de six mois.

### **3. Procédure en cas de non-paiement de l'EAPS**

Si une transaction est restée impayée après un délai de 40 jours, le contrevenant recevra automatiquement un rappel. Le délai de paiement du rappel est de 20 jours.

Après rappel, si le contrevenant n'a pas procédé au paiement de l'EAPS dans un délai de 40 jours, le dossier sera repris dans la liste « Knightrider », et le contrevenant pourra directement être cité à comparaître devant le tribunal correctionnel.

En cas de citation directe, il peut être demandé aux services de police de joindre le procès-verbal initial au dossier par le biais d'une apostille (ASKPV) si le parquet n'en dispose pas encore.

À l'avenir, on essayera :

- d'une part, d'assouplir les délais de paiement et de rappel et, d'autre part, de permettre aux magistrats et aux collaborateurs administratifs d'accéder au « Police Portal » pour qu'ils puissent consulter l'e-PV ;
- ensuite, de rendre ces procès-verbaux directement accessibles dans MaCH via le « PV-container » de la police. Ces copies de procès-verbal permettraient de procéder plus rapidement à une citation directe en raison d'infractions corona dans l'attente de la réception des procès-verbaux initiaux à la suite de l'apostille (ASKPV).

### **4. Données de contact du « Crossborder-department »**

Groupe de projet « Crossborder correctionnel »

Les courriers peuvent être envoyés à la boîte postal 30046, 1000 Bruxelles.

***Pour le parquet (uniquement pour les utilisateurs professionnels, pas pour le citoyen)***

- Backoffice call center : 02 276 71 97
- [CrossborderPro@just.fgov.be](mailto:CrossborderPro@just.fgov.be)

Les citoyens peuvent contacter le call center au numéro 02 278 55 60 :

- pour avoir des informations supplémentaires sur l'EAPS ;
- pour obtenir une réponse à des questions complexes ou autres sur des procédures ou dossiers spécifiques ;
- pour obtenir des facilités de paiements.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, mes salutations les plus distinguées.

Le Procureur général,



E. Dericourt  
Président du Collège

Annexes :

1. **Business case « Flows correctionnels »**
2. **Nouveau modèle d'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent, tel que validé par le Collège du ministère public le 14 avril 2020 (voir « CBE Template MC xx »)**
3. **Instructions internes et nationales pour les services de police, telles que validées par le Collège du ministère public le 9 avril 2020**
4. **Schéma BPM « transactions correctionnelles »**
5. **Mode d'emploi pour l'enregistrement dans « CROSS-COVID »**